



La voix des travailleurs

Le reflet syndical

du Territoire de Belfort

Retrouvez toutes les infos sur le site de l'UD <https://cgt-belfort.fr>

**Zoom sur l'actualité, les luttes
et la vie syndicale
dans notre département
Mai 2026**

Déposé le 21/05/2026



Date limite de distribution le 28/05/2026



Bulletin des Syndiqués du Territoire de Belfort — Journal de l'Union Départementale

Directeur de Publication: Damien PAGNONCELLI — N° Com. Paritaire : 0428 S 06620

Maison du Peuple —

90020 BELFORT



03 84 21 03 07



ud90@cgt.fr



03 84 26 76 03

CCP: 1601 86 D

Imprimé par nos soins

Dispense de timbrage

Prix: 0,35 €

Mai 2026 N° 2



ASSEMBLEE GENERALE



Le 12 février, l'Union départementale CGT du Territoire de Belfort convie les syndicats, les sections syndicales et les syndiqués-es isolés-es en assemblée générale. Le but ? Tracer des perspectives pour l'année à venir et proposer un plan de travail dans le cadre de nos orientations de congrès. Nous démontrons la participation de 34 camarades représentant une vingtaine de syndicats et sections syndicales.



Le secrétaire général Damien présente un rapport introductif sur la situation sociale au niveau international, en Europe et dans le pays. Il rappelle que les profits qui se chiffrent en milliards d'Euros continuent à alimenter les banques mondiales accélérant l'écroulement économique et industriel dans le monde. Les luttes menées partout ont un point commun: répondre aux besoins face aux attaques constantes et répétées avec force par le capitalisme mondialisé.

S'ensuit le moment des échanges nombreux et constructifs. Ce sont pas moins d'une vingtaine d'interventions de camarades apportant des éléments importants lors des débats.

Pas question que de nouvelles régressions soient imposées au monde du travail. Au contraire, nous voulons que nos priorités soient entendues:

- ☞ un mois de mobilisations dans les entreprises pour gagner des augmentations de salaires.
- ☞ Du 23 février jusqu'au 8 mars, interpellons nos employeurs sur la nécessité de faire de l'égalité Femmes/Hommes une réalité.
- ☞ Non à une énième réforme de l'assurance chômage, à un CPE XXL et à la remise en cause des minima sociaux.
- ☞ Les élections municipales sont importantes dans notre quotidien, refusons toute alliance avec l'extrême droite car il n'y a pas de pire ennemi pour les salariés-es.
- ☞ Le 26 mars, la CGT organise des rencontres du "made in France" pour exiger du patronat et du gouvernement l'adoption d'une loi de programmation pour le développement de l'industrie.

☞ Défendre nos services publics fragilisés par les budgets austéritaires.

☞ Journée nationale d'action du 2 avril 2026, à l'initiative de l'UCR CGT, pour la revalorisation des pensions, la reconquête des services publics et de la Sécurité sociale, le 100% Sécu.

☞ Pas touche au 1er mai: le 10 avril, rassemblons nous pour empêcher l'adoption de cette loi honteuse abrogeant ce jour férié.

☞ le 28 avril, agir sur les lieux de travail pour gagner la mise en place de mesures de préventions, le rétablissement des CHSCT et la limitation stricte de la sous-traitance.

☞ Dénoncer la répression syndicale et exiger une loi pour protéger les libertés et le maintien des bourses du travail.

☞ Face aux impérialismes, face à Trump, à Poutine, Netanyahu et leur folie belliciste, pour soutenir les résistances des peuples en lutte pour leur liberté, multiplions les initiatives de solidarité internationale et de mobilisation pour la paix.

☞ Et dernier point, renforçons la CGT pour gagner le rapport de force, améliorons l'accueil des nouveaux-elles syndiqués-es en proposant systématiquement la journée d'étude "découvrir la CGT".

Le 54ème congrès confédéral a lieu du 1er au 5 juin à Tours. Organisons dans toutes nos instances des débats avec les syndicats pour leur permettre de donner leur avis et construire ainsi la CGT.





Hommage à Ghani

Il avait quelques problèmes de santé, mais rien qui pouvait laisser présager que Ghani Niame nous quitte si vite à l'âge de 62 ans, ce vendredi 20 février.

Ghani, c'est d'abord un sourire, qu'il partage généreusement autour de lui. Des générations de Belfortains le connaissent comme prof de maths au lycée Folle-reau, mais il est bien plus que cela :

militant communiste de longue date, syndicaliste, laïc, candidat régulier à diverses élections, défenseur de la cause palestinienne, poète. Ghani était cet homme de conviction et d'engagement, toujours fidèle à ses principes et ses valeurs, puisant dans des univers politiques divers les ressorts de son action.

Il était un homme rassembleur, faiseur de lien, faisant vivre la solidarité en actes. Il avait la Palestine chevillée au corps. Avec lui l'internationalisme était bien plus qu'une théorie, une pratique politique.

Notre peine est à la mesure de tout ce qu'il nous a apporté.

L'Union Départementale CGT adresse ses condoléances à sa compagne, à ses enfants, à sa belle fille, à ses nombreux proches et amis, compagnons de route et de lutte.

Qu'elles et ils soient assurés de tout notre soutien et de toute notre affection.



INFORMER, AIDER, AGIR

POUR ÉLIMINER L'AMIANTE MORTEL

POUR ÉLIMINER LES MALADIES PROFESSIONNELLES

Afin de promouvoir l'entraide et la solidarité entre les victimes de l'amiante et des maladies professionnelles, l'Association de **DE**fense des **VI**ctimes de l'**AM**iante et des **MA**ladie professionnelles de **FR**anche **CO**mté regroupe les victimes de l'amiante et des maladies professionnelles en vue de les conseiller et défendre leurs intérêts matériels et moraux. Elle mobilise les personnes exposées aux risques d'amiante et des maladies professionnelles en vue de les informer et de défendre leurs intérêts et agit pour la mise en œuvre d'une politique de prévention de santé publique et de réparation des risques liés à l'amiante et aux maladies professionnelles.

Liens utiles ▶



adevamfc@gmail.com



06 18 27 07 45



Les mardis de 9h 30 à 11h 45 et de 14h 30 à 16h 30
Salle 002 bis - Maison du Peuple

La mobilisation paye : le 1er mai est et restera férié, chômé et payé !

Ce lundi 13 avril, la CGT et les organisations syndicales obtiennent que le gouvernement ne passe pas en force sur le 1er mai et ne convoque pas la commission mixte paritaire, indispensable pour valider la proposition de loi.



La loi ne sera donc pas modifiée demain et le 1er mai restera un jour férié, obligatoirement chômé et rémunéré où seuls de rares secteurs qui en raison de la nature de leur activité ne peuvent interrompre le travail sont autorisés à faire travailler les salariés-es.

La proposition de loi de Gabriel Attal soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, reposait sur un tissu de mensonges :

- **Elle aurait favorisé les grands groupes**, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans qui peuvent déjà ouvrir le 1er mai.
- **Elle ne se serait pas limitée aux boulangeries et aux fleuristes**, mais aurait concerné tout le secteur du commerce, de la culture et de l'agroalimentaire.
- **Elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double** (200% pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

Alors que les macronistes voulaient faire du 1er mai

une "journée à fort potentiel commercial", le rapport de force a payé. La CGT remercie les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour interpellier les députés-es et signer la pétition ou manifester.

Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur réforme inique des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, nous ne les laisserons pas nous voler le 1er mai !

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à manifester massivement ce 1er mai. C'est NOTRE journée, c'est le jour où se faire entendre pour exiger des augmentations de salaire et des mesures contre la vie chère. C'est le jour où, depuis 140 ans, tous les travailleurs et travailleuses du monde manifestent ensemble pour défendre la paix juste et durable et le progrès social.





Les enjeux

À l'heure où les forces réactionnaires gagnent du terrain, la CGT engage la préparation de son 54^e Congrès avec une ambition claire : renforcer son organisation, redonner de l'élan aux luttes et construire les victoires de demain.

Dans un contexte de crise sociale, de menaces de l'extrême droite et d'urgence environnementale, l'enjeu est clair : faire du prochain congrès un moment de travail sur l'organisation pour relancer l'activité syndicale et renforcer le rapport de force.

Au cœur des débats la lutte contre l'extrême droite et la construction d'alternatives progressistes

Quelques semaines après les élections municipales et à dix mois de l'échéance présidentielle, le 54^e Congrès se tiendra dans un contexte politique particulièrement tendu, marqué par la **montée des forces réactionnaires et les reculs sociaux** imposés par le capital. Fidèle à leur histoire, les organisations du Comité Confédéral National veulent **placer au cœur des débats la lutte contre l'extrême droite et la construction d'alternatives progressistes** pour répondre notamment à l'urgence climatique.

Un congrès de combat face aux nouveaux défis

Face à l'accélération de la casse des droits des travailleurs·ses et la prédation des multinationales, **une séquence internationale permettra de nourrir la réflexion collective d'expériences syndicales venues du monde entier**. Ce rendez-vous et plusieurs temps thématiques permettront d'échanger autour des trois axes majeurs :

- l'**organisation** de la lutte contre les extrêmes droites qui gagnent du terrain sur tous les continents,
- la **construction** de stratégies syndicales face au pouvoir grandissant des multinationales,
- le **renouveau** des pratiques syndicales pour répondre aux nouvelles formes d'exploitation et de résistance dans un capitalisme mondialisé.

Un diagnostic sans complaisance

Malgré un regain de confiance depuis le conflit sur les retraites, il ne faut pas se voiler la face, la CGT reste confrontée à des difficultés majeures. Popularité et visibilité ne se traduisent pas suffisamment, ni en ad-

hésions ou en progrès électoral, ni en conquêtes sociales majeures.

Dans son rapport devant les organisations du Comité Confédéral National, en novembre 2024, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT pointait la progression des Ictam (Ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise) vers le syndicalisme catégoriel, faute d'une CGT en phase avec leurs problématiques. Elle soulignait également l'extension des déserts syndicaux, où la CFDT conserve une meilleure implantation, grâce à ses syndicats professionnels territoriaux.

La baisse continue du nombre de syndicats actifs, l'augmentation du nombre d'adhérents·es isolés·es et la baisse du nombre de retraités·es syndiqués·es, sont autant de signaux d'alarme. Les organisations le reconnaissent : ces faiblesses structurelles fragilisent notre capacité à **peser durablement dans le rapport de force**.

Passer du dire au faire

L'heure n'est plus à l'analyse, mais à la décision. Aussi, l'ambition est de **faire des questions d'organisation le pivot central du 54^e Congrès**. Parmi les pistes de travail évoquées, la confédération propose de **mieux articuler l'action des structures fédérales, territoriales et interprofessionnelles afin de gagner en cohérence et en efficacité** pour notamment reconstruire un syndicalisme de proximité, au plus près des besoins des salariés·es. Elle insiste aussi sur la nécessité de renforcer l'organisation des salariés·es isolés·es et des Ictam.

Dans ce contexte, le **déploiement massif de la nouvelle version de Cogitiel (V2)** qui sera effectif d'ici fin 2026 sera un levier essentiel pour améliorer l'organisation quotidienne.

Un cap vers un syndicalisme "concret" affirmé

En cohérence avec cet objectif, la commission du document d'orientation a pour mission de travailler un texte plus accessible. Il ne s'agit pas de lister toutes les revendications ou les positions anciennes, mais de tracer **un plan de bataille pour renforcer le syndicalisme de lutte, gagner des avancées tangibles et s'implanter dans tous les secteurs du salariat.**

Le bilan d'activité devra lui aussi être sans concessions a insisté Sophie Binet dans son rapport au CCN. Il s'agira pour la commission en charge de son élaboration d'analyser non seulement les actions confédérales, mais aussi leur impact réel. Une version synthétique destinée aux syndiqué·es et aux salarié·es sera proposée, pour **démontrer par des exemples concrets l'utilité du syndicalisme CGT.**

Enfin, pour éviter les blocages, la commission "règles et modes de vie" travaille à une charte clarifiante "qui fait quoi" entre structures, afin d'éviter doublons, conflits inutiles et dispersions.

Cultiver notre jardin syndical

« **Un congrès n'est pas une contrainte statutaire. C'est une chance.** La chance de cultiver notre jardin syndical pour renforcer durablement la CGT » a souligné la secrétaire générale de la CGT qui souhaite que ce congrès impulse un état d'esprit : celui de la gagne. « *C'est ce qui permet de construire un vrai processus de lutte...* ».

La capacité à identifier dans toutes situations les points d'appui qui progressivement permettent de changer la donne, les étincelles qui permettent de mettre le feu aux poudres et la capacité quand on perd par une porte de repasser par la fenêtre. La nécessaire lucidité sur les difficultés ne doit jamais légitimer l'immobilisme ! Il nous faut aussi apprendre à plus et mieux utiliser tout le terrain de jeu syndical. **Jouer en défense mais aussi en attaque. Ne pas être là où nous attend l'adversaire. Élargir les alliances.** Ne pas avoir peur de dire quand on fait bouger des lignes et qu'on gagne, même partiellement. Oui, on ne gagne jamais tout.

C'est en assumant la guerre de mouvement que nous pourrons rallumer les étincelles capables

d'embraser les rapports de force. « *Oui, toute victoire est toujours provisoire car nous sommes dans une guerre de mouvement, pas de position. Bref, il nous faut nous donner les moyens d'être la CGT de la gagne, et c'est comme ça que nous réussirons à syndiquer en masse et à donner envie aux salarié·es de rentrer dans nos luttes* » poursuit Sophie Binet.

130 ans de luttes, 130 ans de transformations

Après une année 2025 marquée par le 130^e anniversaire de la CGT, le 54^e Congrès sera aussi un moment d'héritage et de projection. L'histoire de la CGT est celle d'une organisation qui a su se transformer face aux coups durs. Dans les années 80 déjà, face à l'effondrement du bloc de l'Est, la CGT avait évité l'isolement grâce à un travail en profondeur.

Cette capacité d'adaptation, de redéfinition de nos rapports au politique et au syndicalisme international doit aujourd'hui redevenir la boussole de l'organisation. Pas pour abandonner nos repères de classe, mais pour retrouver l'élan d'un syndicalisme de masse capable d'affronter les défis du XXI^e siècle : fragmentation du salariat, déserts syndicaux, crise écologique, offensive réactionnaire.

Le statu quo n'est plus une option

La préparation du congrès et l'appropriation des documents de congrès par le plus grand nombre de militantes-es est déterminante pour enclencher ce processus.

L'ambition est de reprendre, ensemble, le fil des transformations sans renier notre ADN.

En effet, rester immobile nous marginaliserait davantage. À rebours de l'air du temps résigné, le 54^e Congrès doit être celui de l'offensive, de l'audace et de la reconquête. Parce que, comme le rappelait Henri Krauski dans les années sombres : « *Une lucidité collective, ça se construit.* »

Le 54^e Congrès et sa préparation se fixe l'objectif de **reconstruire avec l'ensemble des organisations de la CGT et ses militantes-es, cette lucidité et cette combativité nécessaires** pour que la CGT soit demain encore le syndicat de tout le salariat.

Les enjeux





Votre organisation syndicale nous fait confiance, pourquoi pas vous ?

La Macif vous propose des solutions pour vous et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : [macif.fr](https://www.macif.fr)



La Macif,
c'est vous.

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.



Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits SOCRAM BANQUE, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février C590000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 (www.orientas.fr).

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 (www.orientas.fr)

Village Féministe

MANIFESTATION

Place Corbis

de 12h à 16h



7 MARS 2026

Départ 11H

Maison du Peuple

BELFORT



GRÈVE FÉMINISTE !

8 MARS 2026

350 manifestants-es se réunissent ce samedi 7 mars 2026 à la Maison du peuple de Belfort pour la Journée internationale des droits des femmes. Le cortège rejoint un village de stands militants à la place Corbis, rebaptisée place Chantal Henny, en l'honneur d'une militante féministe et syndicaliste à Alstom.

Cependant, alors que les mobilisations féministes se confirment d'année en année depuis le mouvement #metoo, patronat et gouvernement bloquent toute avancée en matière d'égalité salariale ou de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

En France, le gouvernement sous pression du patronat est en train d'enterrer la cause des femmes. Alors que la ministre Aurore Bergé s'était engagée à soumettre au parlement une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles, cette promesse est déjà enterrée.

Alors qu'une directive européenne impose depuis 2 ans de prendre des mesures pour garantir la transparence des rémunérations et sanctionner les employeurs qui discriminent, le gouvernement a rédigé un projet de loi à minima et ne l'a même inscrit à l'ordre du jour du parlement.

Les droits des femmes sont le fruit de luttes collectives. Aujourd'hui, rien n'est acquis : précarité, inégalités salariale, violences sexistes et sexuelles, démantèlement des dispositifs d'aides, les reculs sont réels. Même le 3919, ligne d'écoute essentielle pour les victimes de violences subit des attaques masculinistes. Défendre ces services, c'est défendre concrètement les droits des femmes.

La Journée internationale des droits des femmes est un moment pour rappeler d'immenses enjeux pour les manifestantes et les femmes du monde entier :

Avec la CGT, nous revendiquons :

- 🌀 **la création d'outils performants** de mesure des inégalités salariales et professionnelles dans le privé et dans le public.
- 🌀 **La revalorisation des métiers** à prédominance féminine, aujourd'hui dévalorisés et sous-payés.
- 🌀 **La fin des temps partiels** imposés.
- 🌀 **La revalorisation du Smic** et de tous les salaires.
- 🌀 **La suppression des systèmes** opaques d'individualisation des rémunérations.
- 🌀 **De réelles et fortes sanctions** contre les entreprises qui discriminent.
- 🌀 **Le conditionnement de l'octroi** des marchés publics à l'égalité salariale.
- 🌀 **Un congé d'accueil de l'enfant** de quatre mois pour le second parent.
- 🌀 **Une opération publique** de déconstruction massive des stéréotypes de genre dès le plus jeune âge, à l'école, au travail et dans l'ensemble de la société.

Les femmes gagnent en moyenne 22 % de moins que les hommes



- En équivalent temps plein :
- 19 % de moins que les hommes dans la fonction publique hospitalière
 - 12 % de moins dans la fonction publique d'État
 - 7 % de moins dans la fonction publique territoriale

80 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes



80 % des personnes en situation de pauvreté tout en ayant un emploi sont des femmes

Le passage à temps partiel après une naissance est **10 fois plus fréquent** pour les mères que pour les pères



95 % des secrétaires sont des femmes, 94 % des aides à domicile, 90 % des aides-soignantes...



62 % des cadres du secteur privé sont des hommes

6 personnes sur 10



au Smic sont des femmes

L'écart de revenu du travail entre les hommes et les femmes est de 30 % en incluant les personnes qui ne sont pas en emploi



Les femmes perçoivent une pension de retraite inférieure de 38 % à celle des hommes

Photothèque

GRÈVE FÉMINISTE !

8 MARS 2026





Gel des salaires, conditions de travail dégradées : les grévistes exaspérés bloquent l'usine Hendrickson.

Ce mardi matin, la trentaine d'employés massés devant le site réclame une augmentation des salaires et dénoncent des conditions de travail dégradées dans l'entreprise.

Les salariés d'Hendrickson France, située à Châtenois-les-Forges, se mettent en grève dans la matinée. Plus d'une trentaine d'employés rassemblés devant l'entreprise, bloquent les entrées et ne laissent passer aucun camion de livraison. L'activité de l'usine est fortement perturbée. D'autres salariés arrivent au compte-goutte pour rejoindre le mouvement, en fonction de leurs horaires de travail.

Après 3 jours de mobilisation et de négociations, les salariés acceptent la proposition de la direction à savoir une augmentation générale de 80 € brut, une augmentation individuelle de 1,5 % du salaire de base et le versement d'une prime de 2 000 €.



Les salariés d'Eurocast exigent une hausse des salaires et s'inquiètent du devenir de l'usine.

Après l'échec des négociations salariales, les employés de la fonderie se mettent en grève ce mercredi 18 mars. Ils bloquent les accès de l'usine alors qu'ils n'avaient pas de nouvelles de la direction depuis plusieurs jours. Au-delà de la négociation de leur salaire, ils sont surtout inquiets des intentions de leur nouveau patron chinois quant à l'avenir de l'usine.

Une trentaine de salariés se sont réunis devant l'entrée de la fonderie d'aluminium Eurocast à Delle ce mercredi 18 mars. Ils entament un mouvement de grève pour protester contre l'échec de la négociation salariale avec leur nouvelle direction. Un premier débrayage a débuté en début de semaine, les employés se cantonnant à rester dans le réfectoire dans l'attente de retours sur les négociations. Après plusieurs jours sans réponse, ils passent à la vitesse supérieure en bloquant les accès à l'usine.

Les grévistes réclament une augmentation salariale auprès de la nouvelle direction du groupe GMD (Groupe Mécanique Découpage), racheté l'année dernière par le groupe chinois DSBJ (Suzhou Dongshan Precision Manufacturing).

La CGT demande 100 € d'augmentation générale du

salaire, la direction propose 22 €. Le syndicat fait une contre-proposition à 30 € et depuis silence des dirigeants. Au-delà des négociations salariales, les salariés s'inquiètent également de l'avenir de l'usine qui ne tourne pas à l'entièreté de ses capacités.



31 MAR

Mobilisés-es pour l'éducation



Moyens, salaires, conditions de travail... L'intersyndicale CGT Éduc'Action, FSU, Unsa Éducation, CFDT Éducation Formation et Recherche publique et SUD Éducation appelle à une semaine de mobilisation du 30 mars au 3 avril, avec une journée de grève nationale le 31 mars pour dénoncer les choix budgétaires du gouvernement et porter ses revendications.



Près de 80 enseignants, parents d'élèves et élèves se sont rassemblés ce mardi 31 mars devant la préfecture de Belfort. La mobilisation à l'appel de l'intersyndicale dénonce les suppressions de postes dans le département annoncées par l'Education nationale pour la rentrée 2026. Dans le Territoire de Belfort, **18 postes vont être supprimés**, 7 en primaire, 6 dans les collèges et 5 dans les lycées.

Sans surprise, les suppressions d'emplois prévues par les choix budgétaires du gouvernement produisent les effets annoncés et redoutés.

Dans les collèges et les lycées, la dégradation des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves se poursuit, malgré la mobilisation des personnels :

- **Suppressions de classes** qui entraînent une augmentation des effectifs par classe.
- **Réduction de l'offre de formation.**
- **Chantage aux moyens** pour maintenir les groupes de niveau.
- **Asphyxie des vies scolaires** par le manque de moyens, ce qui fragilise toujours plus le climat scolaire.

Dans le premier degré, l'élaboration des cartes scolaires va s'accompagner de l'annonce de milliers de fermetures de classes, qui seront source de nouvelles

dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Les coupes budgétaires vont amplifier les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive sur lesquels les organisations syndicales alertent depuis longtemps.

Une autre politique est possible:

Dénonçant le budget 2026, la CGT porte un autre projet, respectueux des personnels et des usager-es :

🌀 **Pour une fonction publique au service du bien commun** : financement et création de postes statutaires. Rompre avec la politique du chiffre, pour un financement des besoins.

🌀 **Augmentation des rémunérations** : revalorisation immédiate d'*a minima* 10 % de la valeur du point d'indice et indexation automatique sur l'évolution des prix à la consommation.

🌀 **Revalorisation des grilles indiciaires** : plus aucun échelon en dessous du Smic, un vrai déroulement de carrière et une reconnaissance des qualifications, en finir avec les politiques de rémunération par les primes et le mérite.

🌀 **Baisse du temps de travail et retraite à 60 ans.**

🌀 **Égalité salariale et professionnelle** entre les femmes et les hommes et revalorisation des métiers à prédominance féminine.

🌀 **Contre la précarité** : un plan de titularisation des contractuels-les recruté-es sur des emplois permanents et une amélioration des droits des non-titulaires.

🌀 **Renforcement du statut général des fonctionnaires** pour garantir leur indépendance et le rôle démocratique de la fonction publique.

🌀 **Financement des systèmes obligatoires et complémentaires de protection sociale.** Cela passe par l'abrogation de tout jour de carence et la rémunération à 100 % en cas d'arrêts maladie.



Les retraités·es revendiquent



À l'appel des syndicats CGT et FSU, 70 retraités·es participent au rassemblement dans l'après-midi du jeudi 2 avril devant l'hôpital de Nord Franche-Comté à Trévenans.

Partout en France, les retraités·es sont appelés·es à se mobiliser pour dénoncer la baisse de leur pouvoir d'achat. Dans le Territoire de Belfort, les manifestants·es se rassemblent devant l'hôpital Nord Franche-Comté à Trévenans. Pendant deux heures, elles et ils sont allés·es à la rencontre des patients·es, visiteurs·euses et soignants·es en faisant signer une pétition pour alerter sur l'état de l'hôpital public et particulièrement sur la hausse des frais d'hospitalisation.

En effet, Le gouvernement vient de publier en cachette un décret scandaleux. Le forfait "patient urgences", facturé à celles et ceux qui ne sont pas hospitalisés·es après un passage aux urgences, passe de 19,61 € à 23 €. Le forfait hospitalier quant à lui passe de 20 € à 23 € par journée d'hospitalisation. Pour les patients·es qui n'ont pas de mutuelle, la note à payer va être lourde en cas d'hospitalisation ! Plus de 160 € la semaine !

Alors que depuis des années les gouvernements transfèrent de plus en plus de frais de santé, de la Sécurité Sociale vers les malades et mutuelles, en faisant payer la note aux usagers, la CGT propose de prendre le che-



min inverse pour reconquérir une sécurité sociale intégrale ! Et pour financer cette proposition, de l'argent, il y en a. 13 000 millionnaires français ne paient même pas d'impôt sur le revenu et une majorité de députés macronistes, LR et RN a refusé la taxe Zucman sur le patrimoine des plus riches.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraités·es entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.



Les bibliothécaires de Belfort manifestent devant la mairie

Ce vendredi 3 avril 2026, une vingtaine de bibliothécaires municipaux de Belfort manifeste devant la mairie pour dénoncer des comportements managériaux déplacés, des discours discriminatoires, des agressions sexuelles et du harcèlement moral.



Mégaphones et pancartes en main, les agents des bibliothèques de Belfort se rassemblent devant la mairie

de la Cité du Lion, ce vendredi 3 avril 2026. "Bibliothécaires en quête de sens", "La mort du bon sens", "Ici s'arrête la démocratie", autant de slogans inscrits sur les pancartes.

C'est leur **troisième mobilisation en 2 mois**. Depuis le début de cette mobilisation, ils revendiquent le renforcement de la sécurité et des négociations salariales avec le maire.

Premières avancées : installation d'une caméra et mise en place d'une entreprise extérieure de médiation.

Toutes et tous ensemble pour la défense de nos emplois

Environ 300 personnes manifestent ce jeudi 23 avril devant l'usine Stellantis de Sochaux pour défendre la sous-traitance automobile dans le nord Franche-Comté. À l'appel de la CCT métallurgie, les syndicats veulent alerter sur la baisse de charge du principal donneur d'ordres.



Les orientations de Stellantis mettent à mal toute la filière automobile entraînant des milliers de suppressions d'emplois dans la sous-traitance mais aussi les

salariés-es Stellantis. En dix ans plus de 5 000 emplois et fermeture d'usines, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes et nos luttes pour imposer de prendre sur les profits pour embaucher en CDI et répartir le travail entre tous.

Flex'n Gate, Trecia, Forvia sont des entreprises dans le viseur de Stellantis et ne se cachent plus d'une réflexion pour réintégrer leurs activités aux seins de Stellantis mais sans reprendre les emplois qui vont avec. La CGT défend donc une proposition de loi qui vise à responsabiliser le donneur d'ordre quand celui-ci reprend l'activité de la sous-traitance.



POUR LA PAIX, LA JUSTICE SOCIALE ET LA RÉALISATION DE TOUS LES DROITS HUMAINS



Près de 500 personnes se réunissent devant la Maison du Peuple avant de défiler dans les rues du centre ville de Belfort. Après la manifestation, le village associatif accueille les manifestants-es pour un après-midi festif avec de nombreux stands CGT (Collectif Femmes Mixité, Institut d'Histoire Sociale, service public, restauration), ainsi que des associations (secours populaire, contre la guerre) et la librairie du Chat Borgne faisant nourrir cette journée de solidarité, de luttes et de conquêtes sociales.

Depuis 140 ans, après le 1er mai 1886 et la répression sanglante des ouvrières de Chicago, partout dans le monde, les travailleurs et les travailleuses se battent ensemble pour leurs droits. C'est grâce à cette lutte que nous avons conquis la journée de 8 heures et fait du 1er mai un jour férié dans 163 pays.

Aujourd'hui à Belfort, ce symbole continue de vivre, les personnes prenant le temps de se retrouver, d'échanger, de transmettre.

Des moments de rencontres au village revendicatif,

des messages de paix et de lutte s'affichent par celles et ceux qui ont quelque chose à dire et bien sûr, le traditionnel muguet ... Parfois accroché à la boutonnière. Côté lectures, la librairie Le Chat Borgne propose une sélection de conseils pour nourrir la réflexion, des livres qui questionnent, qui résistent, qui ouvrent des perspectives.

Le 1er mai, c'est aussi ça : rappeler pour qui et pour quoi on se bat.



Parce que l'actualité sociale évolue, retrouvez l'UD 90 sur :



<http://cgt-belfort.fr/>



<https://fr-fr.facebook.com/udcgt.belfort/>



Une force à vos côtés

